



Extract of CIDR

<http://www.cidr.org/MADAGASCAR-Donnees-generales,392.html>

MADAGASCAR - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Publication date: lundi 28 février 2011

Description:

Les faiblesses structurelles de l'économie malgache (où l'agriculture occupe 70% de la population active) résident dans les infrastructures (réseau routier insuffisant) et les capacités administratives, que la crise politique n'a pas arrangées.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 10/02/10

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République de Madagascar

Superficie : 590 000 km²

Population : 20,2 millions d'habitants

Capitale : Tananarive (Antananarivo)

Villes principales : Antananarivo, Toamasina, Mahajanga, Antsiranana.

Langues officielles : Malgache, Français, Anglais.

Monnaie : Ariary

Fête nationale : 26 juin (proclamation de l'indépendance en 1960)

Données démographiques

Croissance démographique : 2,8 %

Espérance de vie : 59 ans

Taux d'alphabétisation : 59 %

Religions : Fond commun traditionnel, christianisme (50%), islam (8%)

Indice de développement humain : 146e (classement Onu 2008)

Données économiques

PIB : 5,5 milliards de dollars en 2007

PIB par habitant : 263 US\$ en 2007

Taux de croissance : + 7 % (2007)

Taux d'inflation : +10 % (2008)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2008) : primaire 28 %, secondaire 15%, tertiaire 56%

Exportations de la France vers Madagascar (2008) : 204 MEuros

Importations françaises à Madagascar (2008) : 311 MEuros

Consulats de France : Antananarivo, Mahajanga, Diego Suarez, Tamatave

Communauté française à Madagascar : 18 523 immatriculés en 2007 (non-inscrits estimés à 4 800), dont 51,7 % binationaux ++++

Situation intérieure

Situation politique

Les dérives autoritaires et autocratiques du Président le conduisent à sa chute

- ▶ Alors que la gestion des affaires publiques par Marc Ravalomanana est de plus en plus critiquée, la déception de la population est à la mesure des espoirs immenses que son accession au pouvoir avait suscités en 2002. En verrouillant la vie politique malgache, il a contribué à entretenir un terreau favorable à une révolte populaire et créé un climat de méfiance généralisée. La conjonction de méthodes musclées et de décisions maladroites du Président ont contribué à envenimer la situation, cristalliser les oppositions et provoquer sa chute.
- ▶ Un durcissement progressif du régime est constaté : la constitution révisée (4/4/2007) renforce le pouvoir du Président : possibilité de légiférer par ordonnance, renforcement du contrôle sur le Parlement, nomination par le Président des chefs de région. Le Président Marc Ravalomanana, en proie à des divisions au sein de sa majorité, a pris l'initiative de dissoudre l'Assemblée Nationale au mois de juillet 2007 et d'organiser de nouvelles élections législatives le 23 septembre 2007. La « malgachisation » de l'enseignement public a été annoncée avec un assouplissement envisagé pour l'enseignement privé.

Les dérives économiques de Marc Ravalomanana

- ▶ L'insécurité juridique était devenue très importante, en particulier du fait de la situation quasi-monopolistique de « Tiko » (société appartenant au Président) dans de nombreux secteurs, de la distorsion de concurrence opérée par le Président malgache, des conflits d'intérêts permanents et de sa propension croissante à la confusion de gestion entre fonds publics et privés. Des scandales financiers ont également entaché la crédibilité du Président, en particulier l'achat d'un second avion présidentiel et le contrat passé avec Daewoo Logistics qui a cédé à la société sud-coréenne 1,3 M Euros d'ha de terres pour produire de l'huile et du maïs.

L'opposition au régime, faible à l'origine, s'organise

- ▶ Elle est loin de disposer des moyens du parti présidentiel pour les campagnes électorales et, jusqu'à l'élection en décembre 2007 du jeune Maire de Tananarive (33 ans), M. Andry RAJOELINA, aucune alternative n'avait véritablement émergé. Depuis cette date, le gouvernement n'a eu de cesse de perturber l'action du Maire.
- ▶ En décembre 2008, la décision du Président de fermer la chaîne de télévision privée Viva appartenant au Maire a été le facteur déterminant de la rupture. Le Maire a appelé la population à manifester pacifiquement, « place du 13 mai », lieu symbolique de la contestation malgache. Le 24 janvier 2009, un rassemblement populaire, pourtant interdit, a regroupé entre 25 000 et 30 000 personnes. D'abord pacifique, il a basculé dans la violence. Après deux jours de manifestations, d'émeutes et de pillages, le bilan est lourd : plus de 80 morts et de nombreux dégâts matériels.
- ▶ Après deux mois de crise politique, une partie des forces de sécurité, jusqu'ici d'une neutralité bienveillante à l'égard du pouvoir en place, s'est soudainement mutinée, le 8 mars, contre les autorités légales, précipitant ainsi la chute du régime. Le 17 mars, le Président a transféré l'ensemble de ses pouvoirs à un Directoire militaire qui les a lui-même immédiatement cédés à Andry Rajoelina. Le 19 mars, celui-ci a décidé de suspendre le Parlement.

- ▶ La communauté internationale, dans son ensemble, a fermement déploré le changement de régime à Madagascar qui s'est fait en dehors du cadre constitutionnel, a appelé au retour à la normalité constitutionnelle et insisté sur l'organisation d'élections dans les meilleurs délais.

Des débuts difficiles pour la Haute Autorité de Transition d'A. Rajoelina

- ▶ Le 21 mars, lors de son discours « d'installation » en tant que Président de la « Haute Autorité de Transition (HAT) », Andry Rajoelina s'est voulu rassurant en prenant des engagements en matière de retour à la légalité constitutionnelle et de respect des principes démocratiques. Il avait, début février, nommé Roindefo Monja comme Premier Ministre.
- ▶ Depuis ce jour, le camp de Ravalomanana s'est mobilisé pour renverser les nouvelles autorités. Depuis Tripoli, celui-ci avait désigné le 10 avril Manandafy Rakotonirina, nouveau Premier Ministre, à la réputation sulfureuse (son parti, le MFM est adepte des actions de violence urbaine).
- ▶ Le 31 mars, les nouvelles autorités ont annoncé la composition de la HAT (42 membres), composée d'hommes politiques connus et équilibrée au plan régional.
- ▶ Des négociations directes, difficiles, se sont poursuivies plusieurs semaines sous l'égide des Envoyés spéciaux de l'ONU et de l'UA (rejoints ultérieurement par l'OIF et la SADC), entre les quatre délégations de la Transition, du TIM, mais aussi des anciens Chefs d'Etat Albert Zafy et Didier Ratsiraka (Arema) sans parvenir à un accord. Espoirs de sortie de crise consensuelle et inclusive
- ▶ Le 22 juillet, le « Groupe international de Contact » s'est réuni pour la seconde fois à Addis Abeba. Il a été décidé que les négociations se tiendraient désormais « sous l'égide de l'UA » et « sous la direction de Joaquim Chissano », ancien Président du Mozambique, nommé fin juin Emissaire de la SADC. A l'invitation de ce dernier, les quatre leaders « historiques » de Madagascar se sont rencontrés du 5 au 9 août 2009 au Mozambique.
- ▶ Les 8 et 9 août, les chefs des quatre mouvances politiques malgaches ont signé, à Maputo, des Accords fixant le cadre (principes et institutions) de la future Transition devant mener à des élections crédibles dans les meilleurs délais possible. Ces accords ont constitué une avancée majeure dans la résolution pacifique et consensuelle de la crise politique malgache. Ce cadre devait être intégralement et rapidement mis en oeuvre mais des points de désaccords importants sont apparus.
- ▶ Forts de ce premier succès les médiateurs ont sollicité une seconde rencontre à Maputo du 24 au 27 août 2009 pour parvenir à un accord sur les clés de répartition par mouvance pour les principales institutions de la transition ainsi que sur la nomination d'un Premier Ministre de consensus. A. Rajoelina a demandé aux médiateurs un délai d'une semaine pour convaincre son Premier Ministre de quitter son poste avant d'annoncer le 4 septembre que celui-ci serait finalement reconduit dans ses fonctions et qu'il avait 72 heures pour former un « gouvernement d'union nationale ».
- ▶ Le 6 octobre, une 3ème session du Groupe international de contact (GIC), dirigée par Jean Ping, Président de la Commission de l'UA et avec la participation du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, est parvenue à dégager un consensus entre les mouvances politiques sur la désignation des trois principaux responsables des institutions de la future Transition malgache : Président Andry Rajoelina (HAT), Vice-Président Emmanuel Rakotovahiny (mouvance Zafy) et Premier Ministre Eugène Mangalaza (mouvance Ratsiraka).

- ▶ La réunion d'Addis Abéba, qui s'est tenue du 3 au 6 novembre sous la conduite de l'Union africaine, avait ainsi pour objet de permettre aux chefs de file des différentes mouvances de valider ce consensus politique, dans le respect, comme l'a dit Jean Ping, « de la lettre et de l'esprit des Accords de Maputo ». « L'Acte additionnel d'Addis-Abéba à la Charte de la Transition malgache » confirme la structure des Institutions de la Transition issues de « Maputo » et valide le consensus politique du 6 octobre, en apportant quelques amendements, dont le remplacement du poste de vice-Président par deux co-Présidents, attribués aux mouvances Zafy (Emmanuel Rakotovahiny) et Ravalomanana (Fetison Rakoto Andrianirina) et qui devront contre-signer tous les actes présidentiels.

Echec de la mise en place des accords de Maputo et d'Addis-Abéba

- ▶ Néanmoins, les malgaches n'ont pas réussi, de retour d'Addis-Abéba, à finaliser la composition du gouvernement d'Union Nationale. Pour tenter de lever ces blocages, le président Chissano a invité les 4 chefs de file pour une nouvelle rencontre à Maputo du 4 au 8 décembre 2009 à laquelle A. Rajoelina a refusé de participer.
- ▶ Andry Rajoelina a jugé « impossible de travailler en cohabitation avec les trois autres mouvances », a annoncé la tenue d'élections législatives pour le 20 mars 2010 (sur financements malgaches), la désignation d'une Assemblée constituante et le maintien du Gouvernement actuel (sans Premier ministre de consensus).
- ▶ Le 20 décembre, le Président de la HAT, a nommé le Colonel Camille Vital comme nouveau Premier Ministre. Deux jours plus tôt il avait, par ordonnance, abrogé la "Charte de la Transition" consensuelle issue des Accords de "Maputo I".

Le « plan Ping » de sortie de crise : vers une solution durable ?

- ▶ Pour sortir de l'impasse politique, J. Ping convoque une 4ème réunion du GIC le 6 janvier 2010 puis s'est rendu le 21 janvier à Tananarive pour y présenter aux parties malgaches les « mesures de compromis sur les questions en suspens ». Les parties malgaches doivent se prononcer sur ces « solutions de compromis » avant une nouvelle réunion du GIC à Addis-Abéba prévue pour le 18 février.

- ▶ Au total et compte tenu du contexte tendu, la proposition de J. Ping ouvre des perspectives exploitables :

* répartition assez équilibrée des postes ministériels

* léger renforcement des prérogatives du Président de la Transition

* encadrement fonctionnel plus précis des deux postes de co-Présidents formant le Conseil présidentiel

* organisation d'un référendum, puis des élections législatives / présidentielles.

- ▶ Dans l'ensemble, les 3 mouvances politiques ont accepté les mesures de compromis de J. Ping avec toutefois quelques amendements (notamment le maintien des postes ministériels décidé en « off » à Addis Abeba).

Situation économique

- ▶ Après 25 ans de dégradation du niveau de vie, les mesures d'assainissement prises dans les années 90 ont jeté les bases d'une croissance, forte à partir de 1998, tirée par l'investissement public et surtout par le développement des exportations de la zone franche (le textile devenant le premier secteur d'exportation). Les faiblesses structurelles de l'économie (où l'agriculture occupe 70% de la population active) résident dans les infrastructures (réseau routier insuffisant) et les capacités administratives. Madagascar continue cependant de figurer parmi les pays les plus pauvres du monde (146ème sur 177 pays classés selon le PNUD). En 2008, 19,9 millions d'habitants ont été recensés, pour une croissance annuelle estimée à 2,8%.
- ▶ En paralysant l'activité, la crise de 2002 a provoqué une importante récession (-12% en 2002). Le soutien financier des bailleurs de fonds à de grands programmes d'investissement public a permis de retrouver une croissance en 2003 (+9,6%), tirée par les secteurs du BTP, du tourisme et des industries de la zone franche, avec une inflation maîtrisée. Le pays connaît néanmoins une croissance économique quasi-ininterrompue depuis 1995 (sauf 2002), et même une accélération en 2007 et 2008. Les principaux moteurs sont les deux grands projets miniers, les infrastructures, le BTP, les transports et les services.
- ▶ Le grand oeuvre du Président Ravalomanana a été d'assurer le développement économique de son pays. Il s'est senti, à cet égard, investi d'une véritable mission. Il a traduit dans le Plan d'action pour Madagascar (MAP), qui s'inscrit dans le droit fil des Objectifs du Millénaire pour le Développement, toutes ses ambitions et tous ses espoirs. Ce plan quinquennal se décline en huit objectifs : gouvernance responsable, développement des infrastructures, transformation de l'éducation, développement rural, politique de Santé, économie à forte croissance, politique d'environnement, solidarité nationale. Le soutien timide de la communauté des bailleurs de fonds à ce vaste projet a sans doute été durement ressenti par cet homme imbu de sa réussite personnelle qui rechigne à accepter les contraintes imposées par ses partenaires au développement.
- ▶ Bien que ces réformes voulues par le président Ravalomanana pouvaient inciter à l'optimisme, il n'en demeure pas moins que ce « croisé » du développement n'a jamais perdu de vue ses intérêts personnels jusqu'à confondre derniers publics et privés.
- ▶ Le commerce extérieur de Madagascar enregistre en 2008 une progression record de 29,6% et atteint 2,6 M Euros. Les zones franches de la Grande île ont permis de la rendre compétitive pour le textile, la crevette/poisson cependant, conformément aux prévisions, le déficit commercial s'est creusé à -787 M Euros. Des efforts sont déployés pour améliorer le tissu industriel afin qu'il puisse rivaliser avec les pays exportateurs :

(1) ouverture d'un nouveau port en eaux profondes à Fort Dauphin

(2) modernisation du port de Tamatave et de l'ensemble des procédures douanières

(3) première liaison Internet par câble sous-marin attendue en 2009

(4) projets en vue d'exploiter de vastes gisements de bauxite, fer, charbon

(5) premiers résultats de la prospection pétrolifère confirmant la présence de brut à l'intérieur des terres avec le partenariat Total- Madagascar Oil.

- ▶ Madagascar est, par ailleurs, régulièrement frappée par des cyclones : Bondo en décembre 2006, Clovis en février 2007, Ivan en février 2008. Entraînant une baisse de la production rizicole, ces aléas climatiques pèsent, sans

nul doute, sur la croissance du pays, et appauvrissent les régions enclavées les plus directement sensibles à ces phénomènes naturels.

- ▶ Dans un contexte économique déjà fortement dégradé de ralentissement des grands projets miniers, d'attentisme des « nouveaux investisseurs » (i.e hors Français, Mauriciens, Chinois, Malgaches de la diaspora ou Indo-Pakistanaïens), de forte baisse des activités exportatrices, d'effondrement du secteur touristique, de chute des revenus fiscaux et douaniers et de recul sensible de la consommation intérieure (la Banque mondiale prévoit un taux de croissance négatif de -2,1% pour 2009) :

* la prolongation de la suspension de l'aide budgétaire emporte un risque réel, et à échéance rapprochée, de déstabilisation. Le FMI estime ainsi que le « Gouvernement », qui a pris des premières mesures de baisse des prix des produits de première nécessité, ne dispose des moyens de verser le salaire des fonctionnaires que pendant deux ou trois mois

* un assèchement progressif des aides-projets provoquerait un délitement des secteurs fondamentaux pour la population, susceptible d'être exploité à des fins politiciennes, créant ainsi les conditions d'affrontements et de menaces de guerre civile.

++++

Politique extérieure

- ▶ La diplomatie malgache est axée sur :

* l'entretien de bonnes relations avec le FMI, la Banque mondiale et les bailleurs bilatéraux (France, Union européenne, Etats-Unis)

* une meilleure intégration régionale : adhésions à la COI en 1982, au COMESA en 1993, à l'IOR-ARC en 1996, à la SADC en août 2005, demande d'adhésion à l'association des « petits Etats insulaires en développement » en janvier 2005, recherche de partenariats avec Maurice, l'Afrique du Sud, le Mozambique

* le développement de relations commerciales et de coopération avec l'Asie-Pacifique (Japon, Chine, déjà très présents, Thaïlande, Australie)

* la recherche d'une visibilité internationale, surtout sous les mandats de M. Ravalomanana, (participation du Président à de nombreux sommets, candidature pour l'organisation des sommets de l' UA en 2009 et de la Francophonie en 2010).

- ▶ Madagascar a signé en avril 2005 le premier programme d'aide consenti par les Etats-Unis au titre du « Millenium Challenge Account » -MCA- (un programme de 110 M \$ sur 4 ans essentiellement consacré au secteur agricole). Toutefois la seconde tranche a été gelée par les Etats-Unis en 2008 à la suite notamment des différends entre James Mc Gee, l'Ambassadeur américain, et Marc Ravalomanana au sujet de la société américaine Seaboard, laquelle est entrée en conflit avec la société du Président Tiko.

- ▶ Depuis mars 2009, et en raison de la crise politique, certains partenaires bilatéraux (Norvège, Etats- Unis) ont annoncé le gel total de leur aide. Les Etats-Unis ont annoncé le 23 décembre le retrait de Madagascar de l'AGOA.
- ▶ Depuis mars 2009, comme l'ensemble de la communauté internationale, l'Union européenne a clairement dénoncé le changement de régime anti-constitutionnel au profit d'Andry Rajoelina. Elle a suspendu, à titre conservatoire, la coopération communautaire : 630 M Euros, dont 577 M Euros au titre du 10ème FED (30 % d'ABG -170 M Euros- ; 40 % pour les infrastructures de transport -240 M Euros- ; 20 % pour le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire -120 M Euros). Les consultations avec Madagascar dans le cadre de l'article 96 ont été ouvertes par une réunion à Bruxelles le 6 juillet 2009, le délai de 120 jours s'achevait le 6 novembre.
- ▶ Elle devrait procéder, avant fin février et au vu des conclusions du GIC, à la clôture des consultations au titre de l'article 96 de Cotonou. Alors que près de 60 millions d'euros d'aide ont déjà été perdus pour Madagascar sur l'exercice 2009, du simple fait de la mise en oeuvre des « mesures prudentielles » de circonstance, la prise de « mesures appropriées » négatives ne manquerait pas d'accentuer les conséquences économiques et sociales de la crise. D'ores et déjà, l'échéance du 31 décembre 2009 étant dépassée, l'ensemble des conventions liées au 10ème FED seront à reprendre, impliquant un report de l'examen des projets d'au moins une année.

PS:

- ▶ [Carte de Madagascar](#)